

15/11/1969

- 1 -

République Fédérale allemande

-:-

REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE.-

Premiers pas difficiles sur le parquet diplomatique.

Trois grands problèmes se posent simultanément à ce qu'on appelle déjà communément "l'équipe Brandt-Scheel" : la signature du traité de non-prolifération nucléaire, les rapports avec les pays de l'Est (en particulier avec Berlin-Pankow) et l'Europe. Des trois, le plus délicat apparaît actuellement celui de l'Europe où de par sa puissance économique, la RFA se voit obligée de prendre bon gré mal gré des initiatives. Sur le chemin de l'Europe, elle risquait une fois de plus de se heurter aux conceptions françaises définies par le général de Gaulle.

Avant la conférence au sommet de La Haye, il importait donc de déblayer le terrain à Paris pour éviter un heurt qui pourrait avoir pour conséquence l'éclatement du Marché Commun. Aussi le chancelier Willy Brandt a-t-il envoyé, la semaine dernière, dans la capitale française, le nouveau coordonnateur des rapports franco-allemands, le professeur Carlo Schmid pour préparer l'entrevue entre le ministre fédéral des Affaires étrangères et vice-chancelier, Walter Scheel et son homologue français, Maurice Schumann.

L'entretien qui s'est déroulé le dimanche 9 novembre a été laconiquement qualifié du côté allemand, de "satisfaisant". M. Walter Scheel s'est contenté de déclarer "qu'un très large accord pourrait être réalisé entre les deux gouvernements car s'il existe quelques divergences, elles ne sont pas insurmontables". On ne saurait être plus réservé ni plus éloigné d'un certain optimisme de M. Maurice Schumann.

Le très cartésien tryptique français : achèvement, approfondissement, élargissement du Marché Commun ne convient aux partenaires d'Outre-Rhin que dans la mesure où il y aura simultanéité des trois éléments. Au sommet des Six, M. Brandt voudrait que soit fixée la date précise de l'ouverture des négociations avec les candidats au Marché Commun, la Grande-Bretagne, les pays scandinaves et l'Irlande. Il sera plus difficile d'obtenir sur ce point un dénominateur commun que sur celui du financement du Marché agricole.

L'équipe Brandt-Scheel, à l'encontre des gouvernements Adenauer, Erhard et Kiesinger, n'est pas disposée à accorder au gouvernement français tous les rabais qu'il souhaiterait. A la veille des entretiens de Paris, le quotidien Frankfurter Allgemeine soulignait cette nouveauté du gouvernement Brandt-Scheel à l'égard de Paris : "il a l'intention d'exposer plus clairement qu'il ne l'a été fait jusqu'ici, le point de vue du gouvernement allemand dans les questions litigieuses européennes. Le vœux de Scheel pour son voyage : clarifier l'horizon, convaincre le voisin de participer à l'action européenne, fixer des limites à l'égoïsme national. Le gouvernement Pompidou ne peut s'exposer à l'isolement ..."

Le quotidien (libéral de gauche) Frankfurter Rundschau insistait pour sa part sur la position difficile de la délégation allemande et suggérait une proposition. "Une politique systématique d'intégration européenne poursuivie par la coalition SPD-FDP - politique qui ne pourra d'ailleurs se faire qu'à "pas moyens" - coupera sur le plan de la politique intérieure l'herbe sous les pieds



République Fédérale allemande

-:-

de la puissante opposition CDU-CSU et facilitera la politique orientale du gouvernement Brandt-Scheel. De toute façon, les Allemands n'auront pas la tâche facile au cours de la conférence au sommet. Si Brandt ne remplit pas suffisamment les différents vœux de ses partenaires de la CEE, Bonn sera mis au pilori comme saboteur, un "Ersatz-de-Gaulle"; si Brandt veut poser ses propres conditions, on dira que "la première puissance économique d'Europe occidentale veut maintenant acheter toute la boutique". Avec la proposition de désigner une commission composée d'honnêtes courtiers, la RFA pourrait obtenir un succès politique sans attirer sur elle la suspicion de vouloir revendiquer pour elle le droit de direction. Si les autres partenaires se montraient disposés à accepter cette proposition se serait là un test de l'honnêteté de leurs intentions".

Au cours du débat qui eut lieu la semaine dernière au Bundestag, M. Walter Scheel avait insisté sur le fait que "toute évolution positive passait par Paris". Les milieux politiques de Bonn constatent qu'en effet le climat de la capitale française est plus détendu mais sans qu'il soit possible de fixer le nombre de degrés du dégel. En attendant que le Président Pompidou sorte de sa réserve, on se perd en conjectures. Tandis que le ministre français des Affaires étrangères se montre conciliant, le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale, M. Michel Debré, sonne du clairon à Strasbourg. Evoquant le rôle de l'armée française par rapport aux alliés, il déclarait : "L'intégration n'est pas notre fait. La France a repris et entend conserver la liberté de sa décision. L'intégration n'est pas pour nous la conséquence inéluctable d'une alliance. Elle peut même en être la négation".

Sans doute ces propos se limitaient-ils au seul territoire militaire. Mais l'esprit dans lequel ils ont été prononcés, n'est-il pas celui également qui règne dans les milieux politiques et certains milieux économiques du gouvernement français ? Si c'était le cas, la conférence au sommet de La Haye n'est-elle pas au départ condamnée à un échec. A ces questions, les observateurs ne savent encore quelles réponses donner mais les déclarations de M. Debré n'ont fait qu'accroître le pessimisme et renforcer le clan de ceux qui pensent que Bonn devrait faire de plus en plus preuve d'initiative, à l'Est comme à l'Ouest, sans tenir compte des coups de frein ininterrompus de Paris.

Après la conférence des ministres des Affaires étrangères de Bruxelles ce lundi, et après la décision prise de dédommager les paysans allemands des pertes entraînées par la réévaluation du DM, le climat est devenu plus serein. Côté Europe sans être optimiste, on se montre plus confiant; et emporté semble-t-il, par son dynamisme, le nouveau gouvernement s'attaque déjà au problème des relations avec l'Est. Priorité à Moscou. Le gouvernement fédéral prêt à discuter de la signature du traité de non prolifération nucléaire avant d'engager des conversations avec Varsovie. Il souhaiterait que ces discussions coïncident avec les conversations que doivent avoir les trois Occidentaux au sujet de Berlin. Ce jumelage, estime-t-on, pourrait hâter le dégel et inciter Berlin-Pankov à se montrer plus accommodant. Pendant ce temps M. Helmut Schmidt, ministre de la défense, se trouve à Washington où il participe aux travaux de la Commission chargée des problèmes de stratégie nucléaire, à laquelle la France ne participe pas.

A.W.V.